

CULTURE 21 LAB

GRAND DANDENONG: ANALYSE DE L'AUTOÉVALUATION DE **CULTURE 21: ACTIONS**

OCTOBRE 2019

La ville du Grand Dandenong est la capitale du sud-est de Melbourne, dans l'État de Victoria en Australie. Suite à la fusion de la ville de Dandenong et de celle de Springvale en 1994, la ville du Grand Dandenong s'étale désormais sur plus de 129 km² et réunit plusieurs faubourgs, notamment Springvale, Keysborough, Noble Park, Dandenong, Bangholme et Lyndhurst.

Avec une population d'environ 160 000 habitant·e·s, Grand Dandenong accueille près de 150 nationalités différentes et est considérée comme la communauté d'Australie la plus diverse du point de vue culturel. À cet égard, la diversité culturelle est souvent considérée comme l'un des principaux atouts et caractéristiques du Grand Dandenong, ce qui s'est reflété dans le travail des groupes de la communauté et au sein des politiques et stratégies publiques de la ville.

Ce document présente les résultats de l'atelier d'autoévaluation sur la culture et le développement durable, connu comme **Culture 21 Lab**, et qui a été mené le 6 septembre 2019 au Drum Theatre à Grand Dandenong. Culture 21 Lab est un programme de renforcement des capacités conçu par la Commission Culture de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Construit sur les 100 actions et les 9 engagements thématiques sur la « culture dans les villes durables », établis par le guide **Culture 21 Actions de CGLU**, Culture 21 Lab propose un espace aux parties prenantes de différents domaines et secteurs pour discuter de la façon dont la culture est intégrée dans les approches existantes au développement durable dans la ville, en vue d'identifier les points forts et les points faibles en la matière, et formuler les recommandations correspondantes.

L'atelier Culture 21 Lab réalisé à Grand Dandenong a supposé la participation active d'environ 35 agents locaux·les, réparti·e·s en trois groupes de travail. Une liste complète des participant·e·s est jointe en annexe 1. Le Lab a été coordonné et facilité par la Commission Culture de CGLU et le **Réseau du développement culturel (CDN)**, en partenariat avec la ville du Grand Dandenong. S'appuyant sur les résultats des discussions tenues au sein des groupes de travail, ce rapport final a été rédigé par Jordi Baltà, expert désigné par la Commission Culture de CGLU, avec les contributions de John Smithies et Raji Uppal, respectivement directeur et agente administrative du CDN.



C21LAB



BILAN

Le guide d'autoévaluation de Culture 21 : Actions a été présenté aux participant-e-s du Lab, pour leur servir ensuite de principal outil lors des discussions tout au long de la journée. En particulier, les groupes de travail ont abordé chacune des 100 actions comprises dans Culture : 21 Actions et les ont évaluées au moyen de notes comprises entre 1 et 9, pour déterminer leur degré de mise en œuvre à Grand Dandenong (1 correspondant à une absence totale ou une non-mise en œuvre d'une mesure et 9 à un niveau parfait de mise en œuvre).¹ Il convient de signaler que l'autoévaluation s'est focalisée sur Grand Dandenong dans sa globalité, en incluant les initiatives publiques, privées et de la société civile, plutôt que les seules politiques du Conseil.

Le graphique 1 synthétise les notes moyennes attribuées à chacun des neuf engagements thématiques, sur une échelle de 0 à 100. Les notes données par les participant-e-s au Culture Lab à Grand Dandenong sont comparées à celles attribuées par le Panel mondial réuni par CGLU en 2015, qui a évalué la mise en œuvre des éléments de Culture 21 Actions dans les villes de par le monde. Comme on peut l'observer, Grand Dandenong se situe au-dessus des moyennes mondiales dans les 9 thématiques examinées.

Les notes obtenues vont de 50 à 69 % avec les moyennes les plus élevées pour « gouvernance de la culture » (69,32 %), « culture, planification urbaine et espace public » (65,63 %), « droits culturels » (65 %) et « patrimoine, diversité et créativité » (63,54 %). Dans tous ces domaines, sauf « patrimoine, diversité et créativité », les notes attribuées à Grand Dandenong dépassent de 20 % les moyennes mondiales, et même de 30 % dans les domaines « droits culturels » et « gouvernance de la culture ». Il faut signaler que l'ensemble de notes élevées données aux actions en lien avec les droits culturels, le patrimoine, la diversité et la créativité et la gouvernance de la culture sont des manifestations de points forts dans les domaines associés traditionnellement à la politique culturelle.

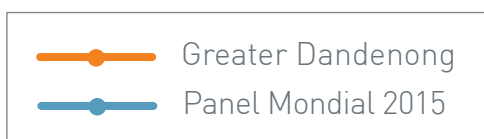
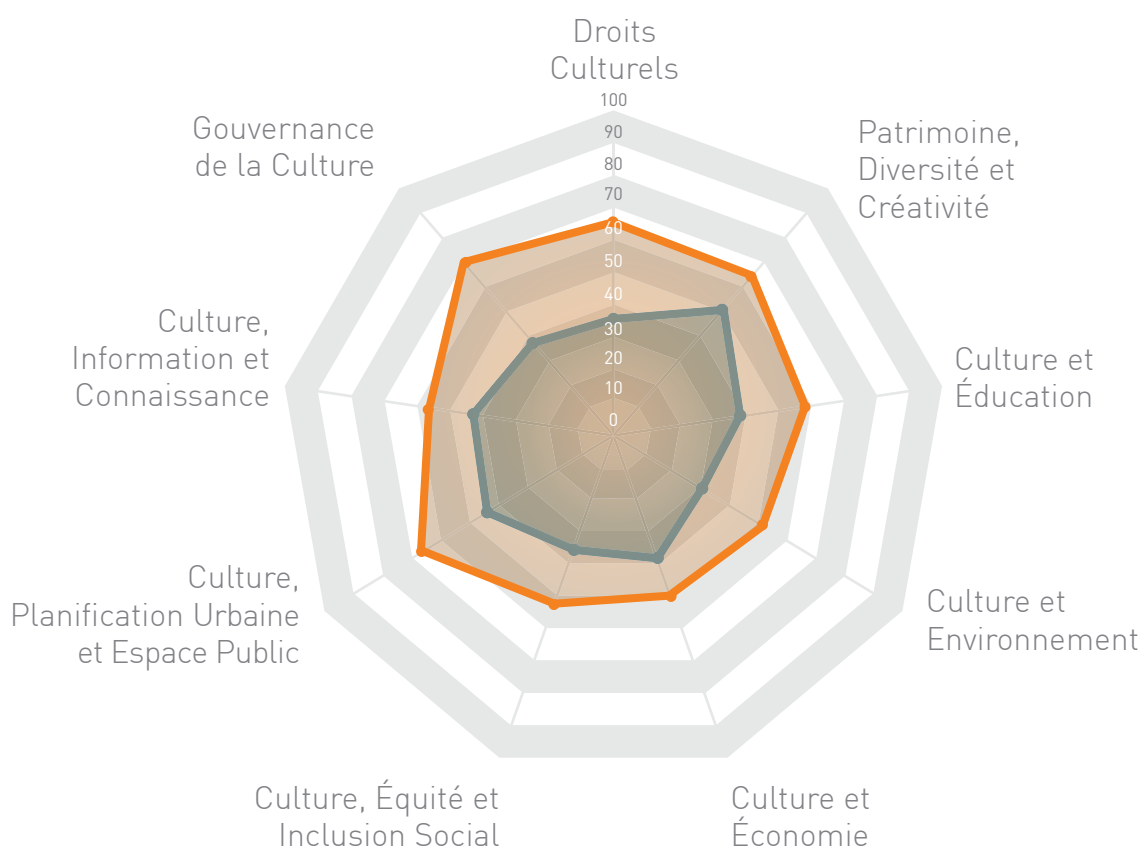
En comparaison, des notes plus faibles sont attribuées à des domaines tels que « culture et économie » (50 %), « culture et environnement » (51,25%) et « culture, équité et inclusion sociale » (52,08 %) ; tous étant des domaines où une intégration transversale et inter-départements de la culture aux autres domaines politiques s'avère nécessaire. Certaines de ces thématiques étant souvent faibles dans les autres villes, la moyenne reçue par Grand Dandenong dans le domaine « Culture et environnement » (51,25 %) est donc plus basse que les autres domaines examinés au cours du Lab, mais bien plus élevée que la moyenne mondiale en la matière (30,11 %).

Enfin, « culture, information et connaissance » (55,68 %) et « culture et éducation » (58,75 %) se situent également bien au-dessus de la moyenne mondiale, mais légèrement en dessous d'autres domaines notés.

Les sections ci-après apportent une analyse plus détaillée des actions et des évaluations menées, alliant éléments quantitatifs et qualitatifs.

¹ Le Guide d'autoévaluation de « Culture 21 : Actions » demande aux participant-e-s du Lab d'attribuer une note de 1 (l'action n'est pas développée ou à l'état très embryonnaire) à 9 (l'action bénéficie d'un développement intégral) pour les 100 actions qui composent « Culture 21 : Actions » ; le guide propose également une description qui aide les villes à se positionner. Pour chaque action, une note entre 1 et 3 correspond à un « niveau embryonnaire » ; entre 4 et 6 à un « niveau en développement » ; et entre 7 et 9, la ville se situe à un « niveau bien développé ».

Graphique 1 : autoévaluation de Grand Dandenong et données du Panel mondial 2015



Source : Élaboration propre, sur la base des résultats de l'atelier initial organisé par la ville du Grand Dandenong le 6 septembre 2019 et les moyennes attribuées par un panel mondial de 34 expert-e-s invité-e-s par la Commission Culture de CGLU en 2015.



DROITS CULTURELS

La notion de « droits culturels » n'est pas commune au sein des débats politiques culturels de Grand Dandenong ou en Australie, mais le groupe ayant discuté de ce chapitre a indiqué que les thématiques abordées par les droits culturels sont effectivement prises en compte dans les politiques et programmes existants (notamment la **Stratégie pour le patrimoine culturel et les arts**, ainsi que la **Stratégie des bibliothèques** et le **Plan d'action pour la réconciliation**), souvent sous des intitulés différents. Ceci aide à comprendre que la note globale de cette thématique soit élevée (65 %).

Différents éléments abordés dans cette thématique ont reçu des notes particulièrement élevées, notamment ceux qui concernent l'adoption de textes de référence sur les droits culturels, les libertés et les responsabilités. En effet, ceux-ci sont couverts au sein de la **Loi de la Charte pour les droits humains et responsabilités de Victoria 2006**, à laquelle la ville du Grand Dandenong a souscrit ainsi qu'au sein de son propre **Engagement envers les Australien-ne-s Aborigènes de 1995**. De façon similaire, même si des standards de services minimums n'ont pas été établis pour garantir les services culturels, le groupe a considéré que la ville fournissait des standards bien au-dessus des minima, en particulier dans les domaines tels que les bibliothèques, bien que certains aspects, notamment l'accessibilité, dans certains aient besoin d'être réglés dans certains quartiers.

Plusieurs mécanismes ont été mis en place pour faciliter la participation citoyenne dans l'établissement des priorités, la prise de décisions et l'évaluation des politiques, notamment le Conseil consultatif des arts et ses groupes de travail, qui fonctionnent comme des forums ouverts, ainsi que le Comité consultatif du patrimoine, et l'implication de la communauté dans plusieurs programmes et projets. Toutefois, il semble y avoir des problèmes concernant la participation de communautés diverses, en raison de la langue, de la pertinence culturelle, du manque d'accès aux informations ainsi qu'une nécessité plus générale de davantage de participation des personnes handicapées.

Certaines questions appelant à plus d'attention ont également été identifiées lors des discussions sur l'implication culturelle au sein de certains groupes. En particulier, le groupe a réfléchi sur la nécessité de mieux comprendre les obstacles et les raisons de la faible implication dans les activités culturelles chez certaines communautés, une tâche à laquelle s'est récemment attelé le groupe de travail « Connexions avec les communautés » établi au sein du Conseil consultatif des arts. De même, alors qu'il a été reconnu que le Conseil travaille à élargir l'implication dans les programmes culturels, des difficultés se font jour concernant certains groupes, avec une sous-représentation des personnes handicapées aux événements et dans la création de programmes culturels. Concernant la participation des femmes à la vie culturelle, même si le Conseil dispose de politiques pour encourager la participation des femmes en général, en particulier au sein de ses propres « murs », des



DROITS CULTURELS

doutes ont été soulevés quant à leur efficacité dans le domaine plus spécifique de la culture, et dans la stimulation d'un changement positif dans la communauté plus élargie.

Certaines des questions abordées dans ce domaine ont touché au rôle des organisations de la société civile dans des thématiques liées aux droits culturels. Il a été signalé que les acteur·rice·s de la société civile sont habituellement établi·e·s à l'échelle de l'État plutôt qu'à l'échelle locale. Souvent, les organisations de droits humains sont sensibilisées aux droits culturels, mais ces derniers ne constituent pas leur préoccupation première. De nombreux groupes divers du point de vue culturel ont des activités ouvertes à la communauté, bien qu'il ait été estimé que le Conseil pourrait apporter davantage de soutien pour faire augmenter les adhésions, lorsqu'il s'attaque à une nécessité actuelle.

Pour résumer, parmi les bonnes pratiques identifiées dans le domaine des droits culturels, on retrouve :

- Le projet l'**Esprit de l'Enterprise**, qui célèbre l'histoire des migrations et des installations à Grand Dandenong. Le projet a été considéré comme une « bonne pratique » par le jury de la **3e édition du Prix international CGLU – Ville de Mexico – Culture21 en 2018**.
- Le processus de consultation préalable à la conception du **Pont Stockmans**.
- L'implication de la communauté dans le **Centre culturel Bazar Afghan**.

En général, l'évaluation de ce domaine affiche un engagement fort envers l'accès et la participation active à la vie culturelle. Néanmoins, certaines faiblesses peuvent émerger concernant l'implication des personnes vulnérables, notamment les handicapé·e·s, et dans la nécessité de mieux comprendre les raisons de la faible implication de certains secteurs, ainsi que dans l'encouragement à la participation des femmes à la vie culturelle.



PATRIMOINE, DIVERSITÉ ET CREATIVITÉ

Les 12 actions de ce chapitre ont toutes reçu des notes allant de 4 à 8 sur 9, avec une moyenne générale de 63,54 %, ce qui montre un bon degré général de mise en place de mesures dans les principaux domaines de la politique culturelle.

Les développements dans cette thématique sont consolidés par l'existence d'un département du Conseil chargé des affaires culturelles, même si les participant-e-s ont également reconnu que l'intégration et la compréhension des aspects culturels au sein du Conseil et dans d'autres domaines de politique locale pourraient être améliorées, tout comme les liens avec le **Plan du Conseil**.

Des tendances positives sont observées dans différents domaines, notamment ceux concernant la diversité, avec des programmes encourageant explicitement la diversité et le dialogue interculturel, et des événements culturels encourageant l'expression artistique et le contact auprès de différents groupes sociaux. De même, l'existence de politiques protégeant le patrimoine et les relations existantes avec les sociétés du patrimoine culturel et les politiques de soutien aux arts ont été saluées, même si certains aspects pourraient être améliorés, comme la prise en compte d'une palette de disciplines artistiques et leurs spécificités.

Les participant-e-s ont convenu que le Conseil disposait de bons mécanismes de soutien sous forme d'installations culturelles et d'aide aux organisations et espaces créatifs, tout en signalant qu'il lui faudrait prêter davantage d'attention à la formation et à la production de nouvelles expressions artistiques et culturelles plus diversifiées, et qu'il faudrait stimuler la connexion et la réflexion de la communauté locale. De la même façon, alors que des politiques et leurs programmes associés sont en place pour accroître l'implication des communautés locales, des efforts peuvent se révéler nécessaires pour améliorer l'engagement des artistes locaux-les auprès des communautés de nouveaux arrivant-e-s et désengagées. Certaines mesures concernant la diversité linguistique ont été prises.

Les aspects ayant démontré une certaine faiblesse pour cette thématique sont : l'attribution de ressources à la recherche et au développement artistiques, l'innovation et le travail de la communauté dans la politique culturelle, les subventions culturelles et le financement du **Drum Theatre**, même si globalement, le budget et le montant des ressources du Conseil consacrés à la culture sont sains. Les politiques liées à la culture scientifique devraient également être améliorées, même si des initiatives à court terme ont été identifiées dans ce domaine, comme le **STEAM Festival**. Enfin, plus de développement de l'engagement international pourrait s'avérer nécessaire.

Les bonnes pratiques identifiées dans ce domaine ont été les suivantes :



PATRIMOINE, DIVERSITÉ ET CREATIVITÉ

- **L'organisation d'événements et festivals publics à grande et petite échelle,** présentant les créations artistiques et culturelles de la ville.

En général, l'évaluation atteste d'un cadre bien établi pour la politique et le développement culturels, qui couvre les principaux domaines du patrimoine, de la diversité et de la créativité, avec un point fort particulier, celui de la reconnaissance et de la célébration de la diversité. Plus d'attention et de ressources pourraient s'avérer nécessaires dans des thématiques telles que la recherche, l'innovation et le développement culturels, l'implication internationale et le financement du Drum Theatre.



CULTURE ET EDUCATION

Comme évoqué auparavant dans le bilan initial, ce domaine a obtenu une note intermédiaire (58,75 %), car la plupart de ses actions ont été évaluées entre 4 et 6, ce qui illustre un « niveau en développement » selon le guide d'autoévaluation.

La seule action ayant obtenu une note plus élevée (7, « niveau bien développé ») concerne l'inclusion des compétences et des connaissances culturelles, ainsi que les aspects liés à la diversité, à la créativité et au patrimoine, dans les programmes scolaires de l'enseignement primaire et secondaire. En effet, les participant-e-s ont souligné l'implication active des écoles dans ce domaine, ainsi que les initiatives telles que le **Réseau interconfessionnel**, bien impliqué auprès des écoles. Alors que l'inclusion de la diversité, de la créativité et du patrimoine aux programmes scolaires a été généralement considérée sous un angle positif, des doutes ont été soulevés concernant l'efficacité et la bonne qualité de l'offre d'éducation artistique dans les écoles.

Les participant-e-s ont également constaté une bonne offre d'activités d'éducation informelle liées aux arts et à la culture, en particulier par le biais de groupes culturels communautaires recevant des financements publics et dans des installations du Conseil (le Drum Theatre, les bibliothèques, la Walker Street Gallery et le Centre des arts). Certains modèles et événements (ex. : le festival **Fils culturels** des arts textiles) ont également favorisé les activités créatives ayant une composante pédagogique. Il existe plusieurs canaux d'informations relayant les possibilités disponibles dans ces domaines (newsletters, sites Internet, plateformes en ligne), même si des doutes ont été soulevés quant à l'efficacité de leur portée.

La diversité culturelle est abordée par différentes institutions éducatives, notamment les écoles et la TAFE (enseignement technique et formation complémentaire). En même temps, les participant-e-s ont avancé que le programme scolaire des collèges montrait peu de flexibilité à se connecter à la réalité culturelle locale. Plus généralement, il-elle-s ont signalé un manque de sensibilisation à la façon dont les aspects culturels pourraient être mieux connectés à l'éducation et aucun engagement cohérent entre éducation et culture, y compris au niveau politique. Un autre point faible est celui du manque d'implication du secteur privé dans la formation créative et les autres formes d'apprentissage et développement créatifs.

De bonnes pratiques ont néanmoins été identifiées dans ce domaine :

- Les événements organisés dans le contexte de la **Semaine de la réconciliation** avec les communautés aborigènes, en particulier les événements ayant une composante pédagogique.
- L'**exposition annuelle HOME** pour les artistes ayant un passé de demandeur-se d'asile et de réfugié-e, qui comprend des ateliers à la Walker Street Gallery, à l'Heritage Hill, à l'IKEA Springvale et dans les écoles locales.



CULTURE ET ÉDUCATION

- L'**exposition SHE** (ELLE) d'œuvres réalisées par des artistes femmes, qui reconnaît, entre autres, les jeunes diplômées des centres éducatifs.
- Le **forum local des enfants**, ainsi que la mise en place de groupes de consultation des enfants.

Alors que certaines pratiques ont été identifiées et qu'un bon développement est constaté dans plusieurs domaines, plusieurs réflexions ont été faites sur les aspects méritant davantage d'attention, dans le but de passer de projets individuels de bonne qualité à des politiques plus élargies et plus cohérentes. Parmi les domaines nécessitant d'être abordés : mettre en place une plateforme homogène et intégrée pour les agents impliqué-e-s dans la culture et l'éducation ; interagir davantage avec les entreprises ; veiller à une meilleure diffusion de l'information et appropriation par la communauté, ainsi qu'un engagement politique plus grand à l'échelle locale.



CULTURE ET ENVIRONNEMENT

Comme indiqué précédemment, une des notes les plus faibles a été attribuée à cet engagement thématique, ce qui n'est pas commun chez les villes évaluant le travail existant sur le lien entre culture et environnement. En effet, la moyenne de 51 % obtenue par Grand Dandenong se trouve tout de même au-dessus de la moyenne du panel mondial de 2015. La note globale est conséquence de notes très différentes, allant de 3 à 7 sur 9.

Les moyennes les plus élevées dans ce domaine ont été données aux actions liées : au soutien aux initiatives citoyennes pour un usage durable des espaces publics, par exemple **les jardins communautaires et scolaires**, la **stratégie des arbres urbains « Verdissons notre ville »** et les **Prix de la durabilité**, qui reconnaissent les efforts des communautés pour faire de la ville et de l'environnement un endroit plus durable. La mise en valeur de la gastronomie en tant que culture locale comprend les différentes gastronomies à l'œuvre à Grand Dandenong, et la **Stratégie alimentaire** régionale et les **visites culturelles et gastronomiques** contribuent à intégrer l'histoire et la culture dans la sensibilisation à la production et à la consommation de produits locaux.

Alors que le Conseil a mis en place de bonnes stratégies concernant la **durabilité** environnementale et la **culture** et qu'il a conscience de leurs potentielles connexions, seules quelques-unes de ces connexions ont été effectivement abordées. Les ateliers sur la durabilité environnementale ont impliqué des écoles et l'histoire aborigène et ont abordé certaines connexions avec la culture, mais il a été reconnu que toutes les communautés ne sont pas représentées. Le coût a été identifié comme l'un des facteurs majeurs de la réalisation de la Stratégie pour la durabilité environnementale. Dans le cas de la Stratégie pour le patrimoine culturel et les arts, les connexions avec l'environnement ne sont pas explicites, mais un changement semble émerger en la matière. La création d'un groupe de travail reliant ces dimensions a été considérée comme une bonne idée.

Des mesures positives ont été prises dans plusieurs domaines de cet engagement, notamment la promotion de l'art public dans les espaces ouverts et l'usage de matériaux respectueux de l'environnement par certains artistes. Toutefois, dans d'autres domaines, les participant-e-s ont suggéré que davantage de travail était nécessaire, par exemple pour mieux promouvoir les savoirs traditionnels et leurs pratiques, au travers d'un dialogue plus renforcé avec, entre autres, les Premières Nations. Il faut également accroître la reconnaissance de l'importance culturelle des espaces naturels, promouvoir la sensibilisation à l'impact environnemental des organisations artistiques et les mesures pour y faire face, et faire prendre conscience des connexions entre culture et environnement au sein de la communauté des entreprises.

Certaines initiatives existantes à Grand Dandenong ont été identifiées comme de potentielles bonnes pratiques :



CULTURE ET ENVIRONNEMENT

- Les **Prix annuels de la durabilité**, qui reconnaissent les initiatives importantes contribuant à la préservation environnementale et à la durabilité dans différents domaines.
- Les **Jardins communautaires des écoles**, qui apportent de l'éducation et de la sensibilisation, et dont les produits excédentaires sont ensuite vendus.
- Le **Festival annuel de la durabilité**, organisé par le Conseil.

Plusieurs recommandations ont été formulées pour cette thématique, concernant en particulier le besoin de favoriser la prise de conscience sur des aspects liés à la relation entre culture et environnement, l'intégration de directives existantes aux politiques et l'établissement de programmes de subventions pour encourager à des pratiques plus durables.

Enfin, le groupe a également suggéré que davantage d'attention devrait être prêtée à la culture traditionnelle, afin d'aborder efficacement le lien entre culture et environnement à Grand Dandenong.



ÇULTURE ET ÉCONOMIE

Comme signalé auparavant, cette thématique est celle ayant reçu la note la plus faible (50 %) parmi les neuf engagements examinés au cours du Lab. La note globale n'est toutefois qu'une moyenne d'évaluations très diverses, avec des notes individuelles s'étendant de 1 à 9.

Les notes les plus élevées ont été attribuées en général aux questions concernant les réglementations économiques dans le secteur culturel et l'existence de certains mécanismes de soutien public. Il s'agit ici des mécanismes pour garantir des schémas de contractualisation et de rétribution adaptés aux travailleur·se·s du secteur culturel et créatif, mais aussi de programmes publics appuyant le mécénat et le volontariat dans les projets culturels, et l'inclusion des lieux et projets culturels et de la gastronomie aux initiatives de promotion du tourisme local. Toutefois, les participant·e·s ont suggéré qu'il serait nécessaire de procéder à davantage de plaidoyer et d'éducation autour des conditions juridiques et de travail dans le secteur. En effet, la capacité est là de développer et coordonner davantage de partenariats entre la culture et le secteur privé, et d'autres aspects culturels (outre les événements, les lieux et la gastronomie) pourraient être inclus aux stratégies de tourisme local.

Le groupe de travail a également convenu qu'il existe une grande reconnaissance de l'importance des processus de fabrication dans le domaine de l'artisanat et du commerce traditionnels, tout en suggérant qu'il y avait encore des progrès à faire dans le développement des industries créatives. Cet aspect est en cohérence avec les conclusions tirées de l'étude de plusieurs autres points, qui mènent au besoin de plus explorer les connexions entre culture et économie. En particulier, le groupe a suggéré qu'une amélioration possible résidait dans l'inclusion de l'économie culturelle aux stratégies de développement économique local, qui comprennent d'ores et déjà quelques aspects culturels, tels que la gastronomie. Le groupe a également évoqué le besoin de mener plus régulièrement des études d'impact dans ce domaine. De même, une approche plus coordonnée au sein du Conseil vers l'inclusion des compétences culturelles dans les programmes locaux d'accès à l'emploi s'avère nécessaire. Des lacunes ont également été identifiées dans la disponibilité de mécanismes de financement s'adressant aux projets culturels ayant une vocation commerciale (ex. : micro-crédits, capital-risque, etc.), un point qui mériterait donc d'être mieux développé.

Certains points faibles ont été détectés quant à l'implication du secteur des entreprises dans le développement local. Bien que des initiatives positives d'implication d'organisations du secteur privé dans les projets culturels soient identifiées (ex. : la Fête du Nouvel An lunaire de Springvale, organisé par l'association des commerces asiatiques de Springvale, qui attire 50 000 personnes), le groupe de travail a identifié cette action comme une possibilité de développement. De façon similaire, les participant·e·s ont avancé que les programmes de responsabilité sociale (CSR en anglais) se focalisent habituellement sur le bien-être social et la durabilité environnementale et que, même si une certaine conscience de l'importance de



ÇULTURE ET ÉCONOMIE

la culture existe, il pourrait être fait davantage pour encourager les initiatives en la matière.

Quelques bonnes pratiques reliant la culture et l'économie ont été identifiées :

- Le **programme de volontariat** bien consolidé, mené par le Conseil, qui implique des volontaires dans différents projets et événements culturels.
- La **Fête du Nouvel An lunaire de Springvale**, organisé par la SABA.

Comme signalé plus haut, plusieurs points de ce domaine ont été identifiés comme possibilités de développement et mériteraient donc davantage d'attention à l'avenir. Le groupe a souligné en particulier le besoin de plus de plaidoyer et d'éducation pour améliorer le soutien aux aspects culturels dans les programmes à responsabilité sociale, le développement de programmes d'accès à l'emploi couvrant les compétences et connaissances culturelles et la mise à l'étude de mécanismes financiers s'adressant aux initiatives culturelles à vocation commerciale.



ÇULTURE, EQUITE ET INCLUSION SOCIALE

Une grande majorité des actions examinées dans le lien entre culture, équité et inclusion sociale ont reçu des notes au stade « en développement » (4-6 sur 9), donnant lieu à une moyenne de 52,08 %, en dessous des autres engagements, mais tout de même supérieure à celle du panel mondial.

Deux des actions évaluées de cette thématique ont obtenu des notes plus élevées. Il s'agit de l'existence de programmes d'innovation culturelle pour les jeunes dans des domaines comme les milieux numériques et l'égalité des genres ; un éventail de modèles a été cité, dirigé par les Services à la jeunesse, les bibliothèques et les Services à la culture et aux arts. Des activités de formation pour les jeunes ont également été organisées dans le contexte du **Festival du film court *Short Cuts***. De même, les participant-e-s ont convenu que les organisations culturelles recevant des aides publiques impliquent des groupes vulnérables et travaillent avec les zones défavorisées de la ville. Cependant, certain-e-s ont suggéré que cette approche aurait sans doute besoin d'être revue, et que des aides publiques pourraient également être attribuées au travail artistique, excellent en lui-même, indépendamment d'une implication sociale plus élargie.

D'un autre côté, les éléments liés au cadre politique et aux mécanismes de suivi ont été évalués avec des notes plus intermédiaires. Lors des discussions sur l'intégration des aspects culturels aux politiques sociales (ex. : santé, emploi, inclusion sociale) et sur l'analyse des vulnérabilités culturelles ou sur la façon dont la participation culturelle peut être propice au développement social, le sentiment général était qu'il existe une certaine conscience de la façon dont l'appartenance ethnique ou la religion peut avoir une influence sur la participation et le bien-être et une appréciation positive de la diversité culturelle, mais qu'une compréhension plus approfondie des connexions dans ce domaine serait nécessaire. Plusieurs participant-e-s ont évoqué une possible déconnexion entre politique et pratique dans ces thématiques, toutes deux abordant le besoin de travailler efficacement avec les différentes communautés, mais souvent de façon différente, sans se refléter mutuellement. Un domaine politique a été considéré comme particulièrement faible, celui de la prise en compte de la culture dans les directives de résolution des conflits ou différends locaux. Certain-e-s participant-e-s ont avancé par exemple qu'il faudrait mieux comprendre les différentes relations qu'ont les communautés avec la sécurité et les politiques correspondantes.

Un autre point important est la nécessité de meilleures formations et du renforcement des capacités autour des obstacles à l'implication culturelle, à destination des fonctionnaires du Conseil comme des organisations de la société civile. Concernant les mécanismes de suivi, certains questionnaires scolaires sur la participation et le bien-être culturels ont été cités, bien que des doutes aient été soulevés quant à la possibilité d'établir un lien formel entre les deux à l'échelle locale.



CULTURE, EQUITE ET INCLUSION SOCIALE

Les discussions ont étudié la disponibilité des programmes et initiatives abordant les nécessités de secteurs spécifiques. Des exemples ont été cités de programmes promouvant la participation des femmes aux activités culturelles (tels que le programme Step Up, l'exposition **SHE** et le festival des **Fils culturels**), même s'il manque en général une approche plus intégrale. Du côté de l'accessibilité des installations culturelles, des mesures positives ont été adoptées dans plusieurs lieux, mais certains espaces sont classés au patrimoine (ex. : Heritage Hill), ce qui complique les modifications à apporter. Les organisations représentant les personnes handicapées pensent que ce domaine fait encore face à certains défis. Sur la question de la collaboration intergénérationnelle, de bonnes initiatives sont en place (ex. : programme « livres vivants » des bibliothèques ; la collaboration entre le **Festival des seniors** et le **Festival des enfants**), mais des perspectives d'amélioration et de croissance se sont également fait jour.

Enfin, le rôle des organisations de la société civile a été abordé par certains points. Ici, les initiatives ont reçu une bonne évaluation, notamment celles célébrant la diversité et favorisant le dialogue interculturel, avec le **Réseau interconfessionnel**, les événements des Journées de l'harmonie et les autres fêtes et activités autour de la diversité culturelle. Par contre, il n'existe pas de réseau ou de plateforme des organisations de la société civile abordant spécifiquement le lien entre culture et équité, même si certains des groupes de travail au sein du Conseil consultatif des arts envisagent cet objectif.

Dans l'ensemble, de bonnes pratiques ont été identifiées :

- Plusieurs **programmes gérés par les bibliothèques** pour favoriser l'implication culturelle et les rencontres entre différents groupes d'âge.
- Le **Réseau interconfessionnel du Grand Dandenong**, qui rassemble différents groupes traditionnels et multiconfessionnels et se réunit mensuellement.
- Nombre d'**artistes élaborent des projets et des initiatives** selon une approche inclusive et participative.

As explained above, several ideas were shared for areas that could deserve further attention, including capacity-building on diversity as a cross-sectional aspect relevant in many policy areas, training for civil society organisations, the improvement of statistics, as well as more comprehensive approaches to fostering intergenerational encounters and women's participation in cultural life.



CULTURE, PLANI- FICATION URBAINE ET ESPACE PUBLIC

Comme évoqué précédemment, il s'agit là de l'un des engagements ayant été les mieux notés à Grand Dandenong (65,63 %), bien au-dessus de la moyenne du panel mondial. En effet, plusieurs des actions examinées dans cette thématique ont été considérées par les participant-e-s comme à un stade « bien développé ».

Des approches positives existent à la fois dans les cadres politiques en général et dans la compréhension plus élargie de l'importance que revêt la culture dans la planification urbaine et l'espace public. Cela inclut la reconnaissance des questions et ressources culturelles au travers du registre de l'histoire locale et de la Protection du patrimoine, et l'enregistrement des récits locaux dans toute la municipalité et dans des endroits spécifiques. Le Conseil a également adopté ou commandé un ensemble de documents cherchant à tenir à compte du patrimoine et du paysage et à les protéger au sein des initiatives d'aménagement, notamment l'**Étude du patrimoine de Grand Dandenong** et un éventail de **guides d'informations et de listes de contrôle**. Les participant-e-s ont indiqué que la notion de paysage est très importante à Grand Dandenong, mais, même si elle bien intégrée au travail du Conseil, des améliorations pourraient être faites dans son travail avec les promoteurs privés.

En règle générale, le rôle de la culture dans la rénovation des zones historiques est largement compris et mis en valeur (et de bons programmes de signalétiques sont en place et s'accompagnent de la participation de la communauté dans le choix des noms de rues et des espaces publics), même s'il manque des propositions de la part des Premières Nations et une absence de représentation de leurs cultures. Il semble exister une approche ad hoc à l'implication active du public autour de la planification urbaine (ex. : implication de la communauté dans le nouveau **Centre de la communauté de Springvale**, ainsi que dans l'aménagement de lieux culturels tels que la nouvelle Galerie d'art), même si de plus en plus de mécanismes sont mis en place pour la réflexion permanente dans ce domaine, tels que le Groupe consultatif sur l'art public.

Le patrimoine matériel et immatériel est également bien recueilli et préservé, entre autres dans les Archives locales, même si l'absence d'un musée local a été signalée. Dans le même temps, il existe des directives architecturales pour la rénovation des bâtiments et l'aménagement de nouveaux édifices, en particulier à l'échelle de l'État, ce qui est utile, mais n'est pas toujours aligné sur les attentes locales concernant les aspects culturels et du patrimoine.

Les actions liées aux usages culturels de l'espace public ont été évaluées très positivement. Elles touchent à la reconnaissance des espaces publics comme ressources pour la participation culturelle et la considération universelle de certains lieux comme biens communs (ex. : la Place de l'harmonie, le Drum Theatre, le Centre culturel Bazar Afghan, le Centre culturel



CULTURE, PLANI- FICATION URBAINE ET ESPACE PUBLIC

Little India, les parcs, etc.). De bonnes initiatives ont également été citées dans l'art public (notamment le programme d'art public temporaire *Transformed*, et différentes **installations permanentes**) ainsi qu'**une politique dans ce domaine**, même si certain-e-s participant-e-s ont fait remarquer le besoin d'investissements dans un programme d'entretien plus structuré, ainsi qu'une amélioration de la sensibilisation à l'art public auprès des habitant-e-s.

Parmi les autres aspects abordés dans cette thématique et qui mériteraient davantage d'attention : la prise en compte du risque de gentrification lors de l'aménagement de nouveaux édifices et infrastructures artistiques (ex. : la façon d'équilibrer entre nouvelles infrastructures de transport et communautés durables, en allant au-delà de la simple consultation) ; l'accessibilité des édifices culturels via les transports publics (ce qui exigerait des négociations à l'échelle de l'État, étant donné que les transports en commun relèvent de sa compétence) ; et le développement de mécanismes d'évaluation des impacts culturels, avec leurs activités de formation correspondantes, pour éclairer la planification urbaine.

Plusieurs bonnes pratiques ont été identifiées dans cette thématique :

- La **reconnaissance du fort degré symbolique de plusieurs lieux** par Grand Dandenong, en raison de leur importance culturelle, la **prise en compte des aspects culturels dans le travail d'aménagement** (voir par ex. : le **cadre relatif à l'aménagement**) et la **promotion de l'art public**.
- La **participation de la communauté** dans la conception de nouveaux espaces urbains et infrastructures artistiques, notamment le Centre de la communauté de Springvale, le Centre culturel Bazar Afghan et la nouvelle Galerie, mais aussi au travers des groupes de consultation.

Plusieurs des thématiques abordées dans ce domaine ont donné lieu à des débats animés et ont suggéré d'y porter une plus grande attention : la reconnaissance du patrimoine et des récits liés aux Premières Nations, dans les aspects tels que la planification et la rénovation urbaines, la prise en compte de la gentrification dans l'aménagement de nouvelles infrastructures, la préservation et la sensibilisation à l'art public et l'importance du transport public pour faciliter l'accès aux lieux et événements culturels.



CULTURE, INFORMATION ET CONNAISSANCE

La majorité des actions examinées dans ce domaine ont été perçues par les participant-e-s comme se trouvant à un stade intermédiaire, un niveau « en développement », ce qui explique la note générale de 55,68 %.

Certains éléments ont cependant eu des notes plus élevées. Ces derniers touchaient à l'existence de politiques et programmes permettant l'implication des citoyen-ne-s dans la création, la production et la distribution numérique, ainsi que l'engagement d'institutions culturelles dans les débats publics et la diffusion des connaissances. Concernant ce dernier point, des exemples pertinents : l'existence d'une cabine d'enregistrement, le Festival du film court Short Cuts et d'autres initiatives menées par le Conseil ainsi que par les organisations de la communauté. D'autre part, les bibliothèques contribuent à favoriser les informations et les connaissances, et, plus généralement, un éventail d'organisations financées publiquement s'impliquent dans le travail en la matière, contribuant à la mise en valeur de la culture comme bien commun.

Un autre domaine a été évalué positivement : l'existence de politiques garantissant l'accès à une information libre et plurielle, ce qui facilite la participation des citoyen-ne-s à la vie culturelle. Les participant-e-s ont toutefois admis qu'en dépit de bonnes politiques, les pratiques efficaces peuvent prendre du retard et il-elle-s ont également convenu que Grand Dandenong célèbre aussi la culture et la diversité. Les médias locaux ont veillé à donner de la visibilité aux voix des femmes et de communautés diverses, même si le sentiment était que davantage pourrait être fait pour promouvoir plus de diversité dans les médias.

Des réflexions critiques ont également été formulées lors des discussions sur les libertés fondamentales. Tandis que des aspects tels que la liberté d'expression, d'opinion et d'information, ainsi que la diversité culturelle et le respect de la vie privée sont inscrits dans les législations pertinentes, des inquiétudes ont été avancées concernant des cas particuliers où des livres ont été remis en cause ou face au soutien limité à la diversité des orientations sexuelles ou identités de genre. Certains mécanismes de suivi dans le domaine des libertés fondamentales ont été cités, notamment la police, des groupes et organisations de la communauté et la presse locale.

Plusieurs actions de ce chapitre abordent l'existence d'analyses et d'études dans les domaines d'importance pour la culture et le développement durable. Les participant-e-s ont convenu que certaines initiatives avaient été entreprises concernant la connexion entre les processus culturels de base et l'innovation sociale, même si davantage de progrès et des analyses plus fréquentes pourraient être faits. De même, un soutien est apporté pour faciliter l'accès aux technologies pour les communautés diverses du point de vue culturel et linguistique, et certaines applications ont été développées pour appuyer l'accès de la communauté. Il ne semble pas y avoir toutefois de mécanismes de suivi permettant d'identifier les obstacles dans



CULTURE, INFORMATION ET CONNAISSANCE

l'accès aux technologies et leur usage. Dans un domaine lié, alors qu'il existe des formations et des modèles de sensibilisation pour les professionnel-le-s de la culture sur le copyright, le copyleft et l'open source (source libre de droits), les participant-e-s ont suggéré qu'il faudrait faire davantage en la matière. De même, certaines initiatives abordant le lien entre culture et durabilité ont été entreprises, notamment par l'intermédiaire du Conseil consultatif des arts et du Culture 21 Lab, mais ce domaine appelle sans doute à des mécanismes plus permanents.

Enfin, l'une des actions concernait l'existence de politiques et de programmes permettant aux personnes actives dans le secteur culturel de participer aux réseaux de coopération internationale. Même s'il existe des travaux en la matière (ex. : via le jumelage de Grand Dandenong avec la province chinoise de Xuzhou), des mécanismes plus élargis et réguliers se révèlent nécessaires.

Les bonnes pratiques identifiées dans ce domaine ont été les suivantes :

- Le court-métrage ***All These Creatures***, une histoire de diversité, créée et tournée à Dandenong et co-produite par le Conseil, qui a été présenté en 2018 au Festival du film de Cannes et qui a remporté la Palme d'or du meilleur court-métrage.
- L'existence de questionnaires dans plusieurs domaines liés à la culture, à l'information et à la connaissance, porteuses de renseignements très précieux.

Au vu du sentiment d'un besoin de progresser dans plusieurs thèmes examinés, les participant-e-s ont suggéré que la création d'un poste pour traiter ces questions serait un grand pas en avant.



GOUVERNANCE DE LA CULTURE

Avec 69,32 %, la note globale obtenue par Grand Dandenong dans ce domaine est la plus élevée des neuf engagements analysés, bien au-dessus de la moyenne attribuée par le panel mondial en 2015 (37,33 %). 7 des 11 actions évaluées ont obtenu des notes au niveau « bien développé », avec les 4 restantes ayant principalement été qualifiées comme au stade « en développement » et dans un cas au « niveau embryonnaire ».

Le cadre général des politiques et des mécanismes pour développer des politiques culturelles participatives et leurs connexions avec d'autres domaines de planification a été bien évalué dans l'ensemble. Les participant·e·s ont souligné l'existence d'une politique culturelle alignée sur l'Agenda 21 de la culture, avec une portée allant au-delà du secteur culturel et qui reçoit du soutien des plus hauts niveaux. Ceci s'accompagne d'un ensemble de possibilités d'implication permanentes et ad hoc, via le Conseil consultatif des arts et ses groupes de travail (Connexion avec la communauté, Art public) ainsi que le Comité consultatif du patrimoine culturel et des possibilités pour l'implication de la communauté dans toute la planification culturelle et des quartiers. Toutefois, il reste des marges de progression dans l'implication de la communauté du côté des projets individuels.

Certains aspects liés aux partenariats avec la société civile et les organisations indépendantes ont également été très bien évalués. Parmi eux se trouve l'implication des organisations de citoyen·ne·s et de la communauté dans la gestion des installations, des projets et des événements, comme l'illustre le partenariat et la co-occupation des installations où se trouvent l'Espace Connexion des arts et la Walker Street Gallery. Une collaboration similaire est à l'œuvre entre la Société historique de district et de Dandenong (DDHS) et la Société historique de district et de Springvale (SDHS) comprenant des archives civiques partagées. De même, les participant·e·s ont convenu que les organisations culturelles recevant des aides publiques étaient transparentes, rendaient compte et évaluaient les services qu'elles fournissaient et que les citoyen·ne·s étaient représenté·e·s au sein de leurs conseils d'administration.

Le groupe de travail a également évalué positivement le cadre existant pour la répartition des responsabilités et de la collaboration dans le domaine de la politique culturelle entre autorités locales, d'État et fédérales.

Les actions recevant des évaluations plus modérées dans ce domaine : d'un côté certains domaines spécifiques du développement de politiques, notamment le développement de l'égalité des genres par les organisations culturelles recevant des aides publiques et le renforcement des connexions et de l'engagement avec les artistes locaux·les et les communautés désengagées, les deux étant été considérées comme de potentielles possibilités de développement. De l'autre, certaines faiblesses ont été également identifiées



GOUVERNANCE DE LA CULTURE

dans les questions liées aux organisations de la société civile – notamment le manque de plateformes établies ou réseaux permettant une collaboration intersectorielle (même si les conseils et comités consultatifs et les groupes de travail assurent cette fonction en partie) et l'absence de programmes publics de formation pour renforcer les capacités des ONG et autres organisations de la société civile.

Plusieurs initiatives ont été considérées comme de potentielles bonnes pratiques :

- **L'intégration de perspectives culturelles**, notamment l'élaboration de récits historiques, dans la **planification au sein de tous les centres d'activités de Grand Dandenong** (Dandenong, Noble Park, Springvale)
- La **co-occupation d'installations publiques** (Walker Street Gallery et bibliothèque de Springvale) par **des organisations citoyennes à but non lucratif** (Espace Connexion des arts et SDHS respectivement).

À l'avenir, les participant-e-s ont suggéré de prêter une plus grande attention aux programmes de formation, initiatives de plaidoyer et d'éducation vers le renforcement de la contribution des organisations de la société civile à la vie culturelle.



CONCLUSION

Le Culture 21 Lab organisé à Grand Dandenong a rassemblé un groupe diversifié et expérimenté de personnes ayant engrangé des débats riches, des discussions sur des exemples pertinents, sur les nécessités et les possibilités. Globalement, les discussions ont attesté de l'existence d'une forte identité et d'un bon cadre de politiques ainsi que d'une énergie et d'une volonté substantielles de progresser dans certains domaines. Cette section finale aborde quelques-uns des résultats et formule quelques recommandations pour l'avenir proche.

L'autoévaluation des neuf engagements thématiques de Culture 21 : Actions a permis de mettre en lumière les points suivants :

» Avec les années, Grand Dandenong a mis en place **un cadre solide de politiques culturelles**, qui se reflète dans l'éventail de documents et stratégies politiques, tels que l'actuelle Stratégie pour le patrimoine culturel et les arts. Cela s'appuie sur de bons mécanismes participatifs à la fois dans le domaine de la culture (ex. : le Conseil consultatif des arts et le Comité consultatif du patrimoine culturel, ainsi que leurs groupes de travail et les mécanismes de consultation ad hoc), mais aussi dans les autres domaines politiques liés (ex. : le Forum des enfants, parmi tant d'autres). En effet, le cadre de gouvernance existant émerge comme l'un des points tout particulièrement forts, avec des bonnes pratiques qui pourraient inspirer les autres villes et gouvernements locaux.

» La **force de la dimension culturelle dans la vie locale et le renforcement de la communauté** se reflète également dans les références fréquentes faites à la diversité comme élément constitutif de l'identité locale de Grand Dandenong, connectée à la cohésion sociale et qui fait éprouver de la fierté, comme le reflètent nombre d'organisations de la communauté, événements et lieux. Il faut noter toutefois, que même si la diversité associée à l'appartenance ethnique, à la langue et à la religion est reconnue et reflétée en termes politiques, d'autres dimensions de la diversité telles que le genre, le handicap ou le statut économique auraient sans doute besoin d'être plus fortement intégrées aux politiques et programmes culturels. De même, il faudrait renforcer les liens avec les Premières Nations dans certains domaines.

» Grand Dandenong dispose d'**un bon réseau d'installations culturelles**, notamment des bibliothèques qui servent à différentes fins, bien au-delà du simple accès aux livres et au savoir, ainsi que le Drum Theatre et la Walker Street Gallery, entre autres. Parfois, les participant-e-s ont exprimé l'impression, malgré leur bien-fondé, qu'il existe une dépendance excessive aux bibliothèques en tant que prestataires de nombreux services – tout en étant louable, ceci manifeste peut-être une concentration excessive des activités à Dandenong et Springvale, et des risques de laisser de côté certains segments de la communauté locale.

CONCLUSION

La ville dispose également d'une **bonne expertise dans la connexion entre culture et aménagement du territoire**, notamment avec l'art public et l'usage des espaces publics et des espaces verts comme lieux de participation culturelle. Avec les années, des bonnes réflexions et pratiques ont été réalisées dans ce domaine, comme le reflète la reconnaissance de plusieurs lieux comme carrefours communautaires et biens publics, et leur rôle dans le façonnage de l'image et de l'identité.

Il est **bien compris que la culture connecte les autres dimensions du développement durable local** (telles que l'environnement, l'éducation, l'économie et le bien-être), mais cette **compréhension n'est pas toujours traduite en stratégies actives et efficaces**. Il existe toutefois de bonnes initiatives, qui ont souvent lieu ad hoc, à court terme, et qui pourraient être élargies à plus grande échelle ou inspirer d'autres approches plus intégrales et systématiques. Il reste de la marge de progression en la matière pour les années à venir, ce qui devra se refléter dans la vision et la volonté politiques.

La ville comprend un grand nombre d'**organisations de la société civile et d'initiatives citoyennes informelles** qui contribuent au renforcement de la vie culturelle locale. Il pourrait être possible d'encourager la collaboration inter-secteurs (ex. : entre les groupes divers du point de vue culturel et les artistes ou entre organisations artistiques et initiatives axées sur les droits et le social), et nécessaire d'améliorer les compétences et les capacités des organisations.

Dans certains domaines, tels que le transport et la mobilité, l'éducation, l'économie et la planification urbaine, **les développements à Grand Dandenong dépendent des compétences de l'État ou de compétences fédérales**. Dans certains cas, comme pour la facilitation de l'accès aux événements et installations culturelles par transport public, le lobbying et le plaidoyer de la part du Conseil et autres acteur·rice·s locaux·les auprès des autorités d'État pourraient s'avérer utiles afin d'aborder certaines des nécessités identifiées.

Certaines nécessités ont également été identifiées dans les domaines liés au savoir et à l'information. En particulier, la nécessité de mécanismes de recherche, suivi et évaluation a été signalée dans différents domaines ; par exemple concernant la pertinence économique de la culture et de la créativité, le lien entre culture et bien-être ou l'identification d'obstacles à une plus grande participation à la vie culturelle. De même, il s'avère nécessaire de consolider la formation et le renforcement des capacités pour les équipes du Conseil et les membres de la société civile, en allant au-delà de la sensibilisation à la diversité culturelle et en apportant davantage d'outils spécialisés et de réflexions poussées.

CONCLUSION

Émanant de cette analyse, voici quelques recommandations qui pourraient être faites pour le travail des années à venir :

» **Accroître la collaboration entre le Conseil et éclairer la planification future.**

L'atelier Culture 21 Lab a été une bonne occasion d'encourager le dialogue entre services du Conseil. L'atelier a permis de constater une sensibilisation partagée sur plusieurs questions et certaines collaborations existantes, ainsi qu'une possible amélioration dans la systématisation de l'implication transversale. À cet égard, il pourrait être intéressant de monter un groupe de travail composé d'équipes de différents services pour aborder les thématiques d'intérêt commun autour de la culture, dans l'idéal en identifiant un ensemble de thématiques spécifiques (ex. : économie créative, culture et environnement, culture et inclusion sociale). Enfin, ce travail pourrait éclairer une future révision de la Stratégie pour le patrimoine culturel et les arts, avec un champ d'application plus élargi, ainsi que le prochain Plan du Conseil.

» **Explorer les liens entre culture et économie.**

Bien qu'ayant reçu l'une des notes les plus basses de l'autoévaluation, il est tout de même bien compris que la culture et la créativité ont une importance particulière pour l'économie locale. Ceci devrait être mieux reflété dans les politiques et programmes publics, avec une approche plus sophistiquée reconnaissant des secteurs spécifiques (ex. : artisanat, film), mais aussi la nature écosystémique des secteurs culturels et leurs connexions à l'économie plus large. L'exercice d'autoévaluation a suggéré que de la recherche sur la pertinence économique des secteurs culturels et créatifs pourrait s'avérer nécessaire, mais qu'il faudrait également prêter attention à l'inclusion d'emplois culturels et compétences correspondantes dans les programmes d'accès à l'emploi (ex. : formation, conseils), l'établissement de mécanismes de financement s'adressant aux projets culturels à vocation économique et l'implication des entreprises locales dans le développement culturel, au travers des programmes à responsabilité sociale, du mécénat et d'autres mécanismes.

» **Renforcer l'attention au genre dans les politiques et la programmation culturelles.**

Des initiatives pour l'égalité des genres ont été adoptées dans d'autres domaines de politiques locales et dans la culture (ex : l'exposition SHE et le programme Fils culturels), mais l'impression des participant·e·s est que ceci pourrait être abordé de façon plus intégrale et systématique. Cela peut prendre la forme d'un examen spécifique ou d'un document politique ou de l'intégration d'aspects liés au genre dans la future Stratégie pour le patrimoine culturel et les arts.

» **Bâtir sur les points forts de la culture et de l'aménagement et aborder de nouveaux défis.**

Aux côtés des points forts observés dans ce domaine, la discussion a également suggéré que l'expertise existante, la volonté d'amélioration et l'identification des défis émergents donnent de la marge à de nouvelles réflexions et de nouveaux

CONCLUSION

programmes. En particulier, des mesures pourraient être adoptées pour tenir compte des risques et de la gestion de la gentrification dans les nouvelles infrastructures urbaines et culturelles, en encourageant l'appréciation des citoyen-ne-s et des mesures pour mieux protéger l'art public, et veiller à ce que l'aménagement et les initiatives liées vont au-delà des « centres d'activités » de Dandenong, Noble Park et Springvale et parviennent à toute la communauté. Pour certaines de ces questions, des connexions pourraient être établies avec le travail fait autour de l'environnement naturel, par exemple en renforçant la notion de paysage reliant la culture et la nature et en intégrant des éléments des savoirs traditionnels dans les initiatives d'aménagement.

» **Faire avancer le dialogue et le travail avec les Premières Nations.** Le besoin de renforcer le travail avec les Premières Nations a été soulevé à plusieurs reprises, notamment concernant la reconnaissance et la visibilité du patrimoine et des récits des Premières Nations, la reconnaissance des lieux d'importance, des espaces et des noms dans la planification urbaine et l'exploration de moyens d'intégrer davantage les savoirs traditionnels dans des domaines tels que la culture et l'éducation, la culture et l'environnement. Il s'agit d'un point où il semble y avoir une volonté de la part du Conseil comme de la société civile de faire plus et il faut encourager à plus de travail autour des actions mentionnées ou autres.

» **Accroître la recherche et l'analyse.** Plusieurs des thématiques susmentionnées, notamment la pertinence économique de la culture, l'appréciation par les citoyen-ne-s de l'art public et le rôle de la diversité culturelle dans la cohésion et le bien-être de la communauté, pourraient bénéficier de mécanismes adéquats de recherche, suivi et évaluation. Une possibilité serait le **Schéma des résultats mesurables du CDN**, qui évalue les contributions de l'engagement culturel dans un ensemble de domaines comprenant les aspects sociaux, économiques, environnementaux et de gouvernance, à appliquer afin de fournir des renseignements et enrichir les travaux futurs.

» **Réfléchir à la collaboration internationale.** Les points liés au réseautage et à la coopération internationale compris dans l'autoévaluation indiquent que davantage de travail pourrait s'avérer nécessaire dans ce domaine. Ceci ne semble pas être une priorité clé, la riche diversité locale et le manque de possibilités d'une implication régulière à l'étranger peuvent indiquer un besoin d'envisager si certaines opportunités peuvent être établies à l'avenir – par exemple sous la forme de résidences d'artistes à Grand Dandenong ou à l'étranger, ou un programme de subventions permettant l'exploration à l'étranger.

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS À L'ATELIER

PRÉNOM - NOM	ORGANISATION
--------------	--------------

GROUPE 1 – Droits culturels ; Culture, équité et inclusion sociale ; et Culture, planification urbaine et espace public

Modéré par Jordi Baltà, Commission Culture de CGLU

Trevor Matthews (rapporteur)	Chef d'équipe - Développement des arts et de la culture, Ville du Grand Dandenong
Grissel Walmaggia	Chargée de l'aménagement, Ville du Grand Dandenong
Melanie Learson	Chargée de l'art dans les espaces publics, Ville du Grand Dandenong
Aysha Tufa	Services des bibliothèques / Comité des arts, Ville du Grand Dandenong
Samira Farah	Signal
Hanann Al Daqqa	Chargée des programmes d'arts de la communauté, Ville du Grand Dandenong
Taimi Clinch	Wallara
Hayden Brown	Chargé du plaidoyer de la communauté, Ville du Grand Dandenong
Ed Cotter	Chef d'équipe - Planification de la durabilité, Ville du Grand Dandenong

GROUPE 2 – Patrimoine, diversité et créativité ; Culture et économie ; et Gouvernance de la culture

Modéré par John Smithies, Réseau du développement culturel, CDN

Tilla Buden (rapporteuse)	Responsable des bibliothèques, de la culture et des arts pour la communauté, Ville du Grand Dandenong
David Wilersdorf	Comité consultatif Drum
James Buick	Drum Theatre, Ville du Grand Dandenong
Chris Keyes	Société historique de Dandenong
Martin Fidler	Directeur - Services à la communauté, Ville du Grand Dandenong
Darren Wilson	Urbaniste environnemental, Ville du Grand Dandenong
Andrew Duong	Connections Gallery
Greer Davis	Chargée du développement des arts et de la culture, Ville du Grand Dandenong
Matthew Kirwan	Conseiller, Ville du Grand Dandenong

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS À L'ATELIER

PRÉNOM - NOM	ORGANISATION
GROUPE 3 – Culture et éducation ; Culture et environnement ; et Culture, information et connaissance Modéré par Raji Uppal, Réseau du développement culturel, CDN	
Marissa Nathaniel (rapporteuse)	Chargé du soutien aux entreprises, Ville du Grand Dandenong
Phil Faulks	Artiste/Conférencier
Koula Kalaitzoglou	Coordinatrice des programmes des bibliothèques et des formations, Ville du Grand Dandenong
Esther Gyorki	Chargée de la conservation des musées et des expositions, Ville du Grand Dandenong
Natalie Brown	Coordinatrice des services des bibliothèques, Ville du Grand Dandenong
Leonie King	Cheffe d'équipe - Festivals et événements, Ville du Grand Dandenong
James Mitchell	Chef urbaniste de la durabilité, Ville du Grand Dandenong
Biljana Komnenovic	Chargée du financement du développement de la communauté, Ville du Grand Dandenong
Billy Kelleher	Chargé du théâtre et des programmes publics, Ville du Grand Dandenong
Jacqueline Gray	Coordinatrice - Services à l'enfance, Ville du Grand Dandenong



CONTACT

Pour des informations complémentaires sur cet atelier, veuillez contacter :



Grand Dandenong

Tilla Buden, Responsable des bibliothèques, de la culture et des arts pour la communauté

Email: tilla.buden@cgd.vic.gov.au

Web: www.cgd.vic.gov.au



Réseau du développement culturel (CDN)

John Smithies

Email: john.smithies@culturaldevelopment.net.au

Web: www.culturaldevelopment.net.au/



Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) - Commission culture

Email: info@agenda21culture.net

Web: www.agenda21culture.net



